



La société française en 2009

permanences et ruptures

AUTEURS : Cellule opinion et Laboratoire des idées

DATE : 07/07/09

Sommaire

I. Une opinion sous tension

1. Demain sera pire qu'aujourd'hui : l'angoisse quant à l'avenir.....	4
1.1. L'angoisse pour soi	
1.2. L'angoisse pour ses enfants : un coup d'arrêt brutal à la loi du progrès générationnel	
1.3. L'angoisse pour les plus âgés	
2. Une société de la défiance généralisée.....	6
3. Les tensions (provisoires ?) liés à l'immigration.....	7
3.1. L'émergence de l'immigration comme enjeu électoral	
3.2. Une crispation provisoire ?	

II. A mi-mandat, le rapport des Français à Nicolas Sarkozy et au Parti socialiste

1. Une analyse de la séquence présidentielle - législatives de 2007.....	10
2. Mutations et similarités dans la période 2007-2009.....	13

III. L'aspiration à un nouveau modèle de société

1. Une nouvelle articulation entre valeurs individualistes et collectives.....	19
1. L'autonomie individuelle au fondement du sens collectif	
2. Face à des institutions délégitimées, le réinvestissement des solidarités de proximité	
3. L'individu, acteur privilégié de la transformation sociale	
2. Les attentes à l'égard de l'action publique.....	23
2.1. Pour un Etat protecteur dans un univers mondialisé	
2.2. Appréciations de l'action publique	
2.3. Attentes prioritaires en matière d'action publique	

Si la brutalité de la crise financière et l'ampleur de ses effets sur l'économie réelle ont légitimement frappé les esprits, les racines des blessures de la société française sont bien plus anciennes. La France qui s'offre à Nicolas Sarkozy en mai 2007 porte les stigmates de la « grande transformation » du capitalisme qui s'opère dans les années 1970. Les inégalités étaient certes importantes dans la France des années 1960, mais le capitalisme industriel traditionnel se traduisait dans les faits par un compromis social qui permettait à chacun, et notamment aux classes populaires, d'entrevoir une amélioration rapide de ses conditions de vie. L'avènement d'un capitalisme « financier » a profondément bouleversé ce mouvement d'aspiration vers le haut. Associé à la mondialisation libérale, il s'est traduit par une dégradation sensible du compromis social, en la nette défaveur du salariat. Détérioration du contrat de travail, montée de la précarité, persistance d'un chômage de masse sont autant d'évolutions connues mais dont l'action conjuguée pendant trois décennies a considérablement affecté la société française.

L'objet de cette note n'est pas de décrire ces évolutions objectives, mais d'en souligner les effets sur l'état de l'opinion. Trente ans de « crise » ont fait voler en éclats les repères traditionnels. L'opinion face à laquelle se présentent les candidats à l'élection présidentielle de 2007 est parcourue par des tensions d'une rare force. Au-delà de ses préférences personnelles, chacun est convaincu que la France est à la fin d'un cycle. Nicolas Sarkozy est élu sur la promesse d'une rupture profonde.

Dans un premier temps, cette note décrira trois points de tension dans la France de la fin des années 2000 : l'angoisse profonde quant à l'avenir, les tensions liées à l'immigration, et la montée d'une défiance généralisée. Nicolas Sarkozy a été élu parce qu'il apparaissait probablement comme le plus capable d'y répondre. Plus de deux ans après, alors que le président est à mi-mandat, les Français ont déjà formulé un jugement sur son action. Le décrire constituera le deuxième temps de cette note. Par ailleurs, l'explosion de la crise financière a fait œuvre de pédagogie. Chacun sait qu'un monde nouveau est à construire, autour d'un nouveau modèle

de développement économique, social et écologique. Dans un troisième temps, cette note décrira donc les tendances et les aspirations profondes qui émergent au sein de l'opinion. En la matière, si les Français ont une idée précise des dérives dont ils ne veulent plus, ils demeurent en attente d'un discours fort, capable de montrer la direction à prendre pour construire une société solidaire mais respectueuse de l'autonomie et de la liberté de chacun.

I. Une opinion sous tension

A bien des égards, les Français ont le sentiment que les élites - politiques, économiques, médiatiques - découvrent la crise en 2008, alors même qu'eux la vivent quotidiennement depuis plusieurs années. De fait, depuis le début des années 2000, nombre d'études, d'enquêtes d'opinion ou de rapports de recherche soulignent l'angoisse profonde qui saisit et paralyse la société française.

Cette angoisse a des raisons objectives, liées à la dégradation significative des conditions de vie des classes moyennes et populaires. En décembre 2006 déjà, interrogés dans le cadre du Panel électoral français (CEVIPOF), 60% des Français déclarent « s'en sortir difficilement » avec les revenus de leur foyer. 50% d'entre eux estiment que leur situation financière s'est notablement dégradée lors des douze mois précédents et la même proportion fait le pari que la dégradation se poursuivra lors des douze mois suivants. Ce pessimisme est particulièrement fort : en termes de satisfaction à l'égard du niveau de vie, la France se situe, avec 16% de très satisfaits, à l'avant-dernier rang de l'Union à 15 (eurobaromètre, 2006).

Au-delà de l'aggravation des difficultés économiques et sociales, trois points de tension émergent :

- L'angoisse quant à l'avenir : l'avenir n'est plus porteur de progrès social
- La montée de la défiance à l'encontre de toutes les institutions
- L'émergence (provisoire ?) du thème de l'immigration comme enjeu électoral

1. Demain sera pire qu'aujourd'hui : l'angoisse quant à l'avenir

1.1. L'angoisse pour soi

Au-delà de la profonde insatisfaction quant à la situation présente, les Français ont également très peur pour leur avenir personnel. Crainte par rapport à l'emploi d'abord. En 2007, seuls 24% des Français en emploi disent ne pas craindre de perdre leur emploi dans les mois à venir (PEF, CEVIPOF). Crainte de la pauvreté ensuite. 86% des Français sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie ». C'est le score le plus élevé en Europe où le taux d'approbation moyen est de 62% (Eurobaromètre 2006). 13% des Français pensent qu'ils pourraient devenir un jour sans-abri, contre 1% des Danois, 2% des Allemands, 5% des Espagnols ou 8% des Britanniques.

Enfin, il est un domaine où les craintes sont fortes : celui de la retraite. 64% des Français n'ont pas confiance pour l'avenir de leurs retraites, significativement plus que la moyenne des Européens (moyenne UE 27 = 52%, Eurobaromètres 2006). Cette inquiétude est particulièrement vive chez les jeunes actifs : plus des deux tiers sont inquiets (SOFRES 2008).

Cette angoisse face à son propre avenir a des conséquences psychologiques importantes (dépressivité, suicides, etc.). Pour ne citer qu'un chiffre, la France présente un taux de décès par suicide particulièrement élevé (16,2 décès pour 100000 personnes)

par rapport à la moyenne de l'UE à 15 (10) ou à 25 (11,2).

1.2. L'angoisse pour ses enfants : un coup d'arrêt brutal à la loi du progrès générationnel

Jusqu'alors, il allait de soi qu'en période de paix, les générations émergentes vivraient mieux que les générations qui les précèdent. Les générations des premiers nés du baby-boom, issues majoritairement des milieux ouvriers ou agricoles, ont ainsi profité du dynamisme économique des Trente glorieuses pour s'élever massivement au-dessus de la condition de leurs parents.

Or, en ce début de siècle, le mouvement s'inverse : en 2007, seuls 19% des Français pensent que leurs enfants vivront mieux qu'eux, contre 58% qui pensent au contraire qu'ils vivront moins bien (PEF, CEVIPOF)¹. Là encore, les comparaisons européennes indiquent que les Français sont les plus pessimistes (76% des Français pensaient en 2006 que la vie de leurs enfants sera plus difficile que la leur, contre 64% des Européens en moyenne).

Il s'agit d'une rupture tout à fait fondamentale car elle remet en cause le sens même du progrès social. Pour la première fois peut-être, l'avenir n'est plus porteur de progrès social. Au contraire, la seule promesse dont il est porteur est celle du déclassement. Dans ce contexte, nulle surprise à voir émerger l'éducation comme le sujet de préoccupation centrale de la majorité des Français. Si ces derniers sont massivement convaincus que l'école demeure plus que jamais le moteur de la réussite sociale, ils se montrent très critiques sur son fonctionnement. Deux points de tension apparaissent très fortement. Le premier concerne l'enseignement primaire et secondaire et touche à l'angoisse de voir ses enfants relégués dans des écoles très ségrégués

1. Cette angoisse est justifiée : toutes les enquêtes statistiques soulignent que les générations nées dans les années 1960 et 1970 connaissent, à âge égal, une situation sensiblement moins favorable que les générations précédentes (en termes de salaire, de mobilité sociale ou encore de mobilité en cours de carrière).

socialement. Dans les quartiers pavillonnaires par exemple, le choix de l'école est réellement la préoccupation première des parents. Cette réalité pose les questions de la mixité sociale, du vivre ensemble, de la carte scolaire ou encore de la concurrence public/privé.

Second point de tension, l'enseignement supérieur : le décalage entre des scolarités de longueur sans cesse croissante et des perspectives d'insertion économique et sociale toujours plus sombres questionne profondément les Français.

1.3. L'angoisse pour les plus âgés

La prise en charge de la dépendance est un sujet d'angoisse majeur pour les familles. En 2009, 32% des Français (SOFRES) déclarent avoir dans leur entourage proche une personne âgée dépendante. 71% d'entre eux considèrent que la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics n'est pas satisfaisante (+16 points en cinq ans). Déficit de politique publique donc, mais également de parole puisque 80% des Français estiment que l'on ne parle pas assez des problèmes de dépendance (+15 points en cinq ans). Le sentiment majoritaire est celui d'un abandon d'autant plus douloureux que 55% des Français s'estiment incapables de prendre en charge une personne dépendante tandis que 76% d'entre eux se déclarent incapables de prendre en charge les 2220 euros mensuels moyens pour un hébergement en maison de retraite.

Le vieillissement des sociétés contemporaines est un défi qui se pose à tous les pays européens, quel que soit leur taux de natalité. Ce vieillissement n'est tout d'abord pas perçu comme une catastrophe. Les Français, comme leurs voisins européens, sont environ 15% à considérer que « les personnes âgées sont un poids pour la société ». De même, une majorité de Français estime que « les médias exagèrent les risques d'un conflit des générations ». Sur le plan économique, le sentiment est plus contrasté. Si les Français qui pensent que « les entreprises qui emploient majoritairement des jeunes sont plus performantes que celles qui emploient des personnes de tout âge » sont minoritaires, 56% estiment que si les salariés âgés continuent à

travailler, moins d'emplois seront disponibles pour les jeunes.

Mais surtout, au-delà de ces considérations économiques, le vieillissement pose le défi du vivre ensemble entre des générations différentes. Ainsi, 76% des Français pensent que les jeunes et les personnes plus âgées sont en désaccord sur ce qui est bon pour l'avenir et pour la société. Plus encore, plus de quatre Français sur dix (43%) estiment que « parce que les personnes âgées votent davantage, les décisions politiques ne prennent pas assez en compte les aspirations et les besoins des plus jeunes ».

Sur le plan économique, la principale crainte concerne le financement de l'âge. Plus de 80% des Français, à l'instar de leurs voisins européens, pensent que les gouvernements nationaux doivent consacrer davantage d'argent au financement des retraites et à la prise en charge du grand âge. Pourtant, le sentiment qui domine est celui d'une profonde inquiétude. Deux Français sur trois pensent que « dans les années à venir, les gouvernements ne seront plus capables de payer les retraites des personnes âgées » (moyenne EU à 27 : 58%). En France comme en Europe, une majorité de citoyens pense que le droit devrait être ouvert aux personnes qui le souhaitent de travailler au-delà de l'âge normal de la retraite. Plus des deux-tiers des Français estiment que l'état actuel du système social ne permet pas une bonne prise en charge de la vieillesse et de la dépendance. Seuls 24% d'entre eux pensent que les familles qui prennent en charge une personne âgée sont aidées correctement dans sa tâche par les pouvoirs publics. La critique des pouvoirs publics ne s'arrête pas là : 21% des Français estiment que leur gouvernement se soucie de promouvoir une meilleure compréhension entre les générations.

Dans le même temps, les Français soulignent le rôle majeur des personnes âgées dans la société. En termes d'implication dans des activités associatives d'abord (90% des Français estiment que cet apport est tout à fait majeur), en termes de soutien à la famille également : 70% des Français estiment que de ce point de vue, le rôle des plus âgés n'est pas

reconnu à sa juste valeur.

Craintes pour ses enfants et pour la jeunesse en général, craintes pour ses parents âgés : c'est toute l'économie des relations entre les générations qui est remise profondément en question. Avec l'aide de l'Etat, il s'agissait d'assurer un avenir digne de ce nom à ses enfants et de ménager une vieillesse décente à ses parents. La crise économique, interminable, rend la première mission impossible. L'évolution démographique fait du problème de la dépendance un problème de société de première importance. Dans les deux domaines, le désinvestissement de l'Etat est ressenti d'autant plus cruellement, créant un sentiment d'abandon insupportable.

2. Une société de la défiance généralisée

Lorsque le sentiment domine dans une société que l'avenir n'est plus porteur de progrès social, la probabilité est forte de voir émerger un profond sentiment de défiance. De fait, en Europe, la France se singularise par un niveau de défiance très élevée.

Très faible niveau de confiance interpersonnelle d'abord. A la question « en règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ? », seuls 21% des Français déclarent qu'il est possible de faire confiance aux autres (contre 65% des Norvégiens, Danois et Suédois, mais aussi 52% des Chinois, 40% des Canadiens, 38% des Américains, etc.). Seuls les Grecs et les Portugais ont un score inférieur aux Français.

Mais cette défiance touche aussi le rapport aux institutions en général, qu'il s'agisse des syndicats, du parlement ou de la justice. Entre 20 et 25% des Français n'accordent « aucune confiance » à ces institutions, ce qui est un niveau notablement élevé en Europe, du moins parmi les pays jouissant d'un niveau semblable de développement.

Défiants envers les autres et envers les institutions, les Français sont également plus nombreux que les autres Européens à trouver des justifications aux comportements inciviques. Par exemple, seuls 40% des Français estiment « qu'il n'est jamais justifiable de demander indûment des aides publiques » (dans les pays scandinaves, la proportion est de l'ordre de 75% et elle est encore de plus de 60% en Espagne et en Italie). De même, moins de la moitié des Français pensent « qu'il n'est jamais justifiable de frauder le fisc », contre plus de 60% des Américains.

La montée de la défiance, caractéristique de la société française, est selon les analystes à mettre en relation avec un sentiment d'angoisse profond quant à l'avenir. Un signe, déjà mentionné plus haut : seuls 8% des Français estiment que la vie de leurs enfants sera plus facile que la leur, ce qui les situe au deuxième rang en termes de pessimisme, juste derrière l'Allemagne. Dans ces conditions, comment faire confiance aux grandes institutions jugées incapables d'empêcher ce puissant mouvement de déclassement social ? Sentiment de fatalisme largement présent dans la société française : lorsqu'on leur demande s'ils ont l'impression de maîtriser le cours de leur vie, les Français sont significativement plus nombreux que leurs voisins européens à répondre qu'ils ne la maîtrisent pas, ou peu.

Comment faire le lien entre ces différents éléments ? En réalité, il semble bien que les pièces du puzzle fassent système. Pessimisme, fatalisme, forte méfiance : ces trois points nous indiquent que la société française risque de se replier sur elle-même, plutôt que d'aller vers les autres. Ces éléments nous interrogent également sur le rapport des Français aux réformes en cours : plutôt que d'adhésion ou d'acceptation volontaire de ces évolutions qui bouleversent leur vie quotidienne, il convient de parler d'une attitude résignée. Lorsque l'on a le sentiment que l'on ne maîtrise plus son existence, son avenir, et que tout effort est voué à l'échec, à quoi bon se battre contre des réformes dont on juge qu'elles n'aggraveront même pas une situation déjà intenable ?

3. Les tensions (provisoires ?) liés à l'immigration

En période de doute profond quant à l'avenir, il est courant de voir les attitudes de repli gagner du terrain. De fait, au cours des 20 dernières années, l'immigration est devenue un enjeu électoral important. Dans la période récente, la droite a construit ses succès électoraux aux élections nationales en captant une large part de l'électorat crispé autour de ces questions, ce qui pose un défi de taille à la gauche, même si cette crispation autour des enjeux liés à l'immigration pourrait n'être que provisoire, en raison du renouvellement démographique, les jeunes générations étant beaucoup plus « tolérantes » que les anciennes.

3.1. L'émergence de l'immigration comme enjeu électoral

Le rapport aux immigrés et aujourd'hui à la « France plurielle » est désormais un enjeu ancré dans le paysage politique français depuis près de vingt ans. Cependant, on tend trop souvent à en minorer l'impact sur la recomposition des alignements électoraux en le cantonnant au vote FN. Or, la captation de cet enjeu par Nicolas Sarkozy dans la période 2002-2007 n'est pas étrangère à sa victoire, bien au contraire.

Le vote à droite : 1988 et 2007

	Il y a trop d'immigrés	Très positif	Attitude sur les privatisations		
			Assez positif	Assez négatif	Très négatif
1988 : Jacques Chirac contre François Mitterrand	Tout à fait d'accord	81 %	63 %	32 %	39 %
	Plutôt d'accord	79 %	52 %	27 %	25 %
	Plutôt pas d'accord	83 %	38 %	12 %	2 %
	Pas du tout d'accord	63 %	18 %	5 %	2 %
2007 : Nicolas Sarkozy contre Ségolène Royal	Tout à fait d'accord	80 %	83 %	68 %	56 %
	Plutôt d'accord	86 %	78 %	65 %	42 %
	Plutôt pas d'accord	79 %	68 %	34 %	25 %
	Pas du tout d'accord	70 %	54 %	18 %	10 %

(% de votes pour la droite selon les positions sur la privatisation et le nombre des immigrés)

En 1988, ce qui séparait le vote de gauche du vote de droite tenait essentiellement aux oppositions sur l'économie et la gestion des inégalités. Ce clivage est flagrant sur l'opinion à l'égard des privatisations : la droite n'atteignait la majorité des voix que parmi ceux qui les défendaient et restait largement minoritaire dans le public qui s'y opposait. A cette époque être pro- ou anti-immigré n'avait que peu à voir avec le soutien à François Mitterrand ou Jacques Chirac. Le contraste est saisissant quand on analyse l'élection de 2007. Cette fois-ci, non seulement la droite accentue son avance parmi les libéraux économiques, mais elle capte aussi quasiment tous les anti-immigrés. En cela Nicolas Sarkozy a su faire primer la xénophobie dans un électorat « de gauche » économiquement. Quand on sait que l'électorat de 2007 est plus opposé aux privatisations et moins anti-immigré que celui de 2008, on se retrouve donc dans la situation paradoxale où la gauche était doublement en position de l'emporter, pour en arriver à une des plus lourdes défaites à une présidentielle qu'elle ait connue.

3.2. Une crispation provisoire ?

Une telle situation n'est pas spécifiquement hexagonale mais se retrouve au contraire aujourd'hui dans de nombreux pays occidentaux. Il est en effet démontré que la dimension culturelle des oppositions électorales (qui rassemble aujourd'hui les enjeux liés à l'insécurité et à l'immigration mais aussi des enjeux plus anciens comme pouvaient l'être le rôle des femmes ou la tolérance à l'égard de l'homosexualité) pèse assez lourdement dans les choix électoraux. Pour autant, les mêmes travaux démontrent qu'elle ne gomme pas les clivages

socioéconomiques plus traditionnels, voire qu'elle peut disparaître des urnes dans certaines campagnes axées sur les enjeux économiques et sociaux. C'est notamment le cas en France où la captation de l'enjeu de l'immigration par la droite a des limites. En effet, 2007 est le seul moment depuis la réélection de Jacques Chirac où la droite se retrouve majoritaire en voix. Ce n'est le cas à aucune des élections intermédiaires (régionales, municipales, européennes).

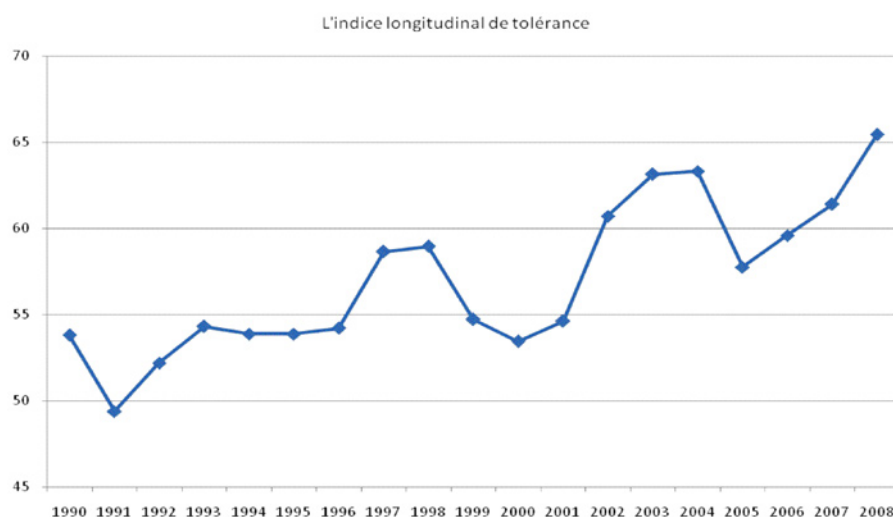
Si l'enjeu immigration a tant pesé en 2007 c'est notamment pour des raisons de « cadrage », c'est-à-dire de manière de construire politiquement cet enjeu. La période post-11 septembre se caractérise notamment en France par une acceptation de l'immigration comme problème politique légitime. Cette conception contraste avec les tentatives de la droite pour s'y implanter dans les années 1990 qui avaient toujours été dénoncées comme de la « lepénisation rampante ». Rien de tel aujourd'hui grâce au « cadrage républicain » de l'enjeu, la droite a ainsi construit une forme d'hégémonie idéologique sur la question en axant ses positions sur les « valeurs républicaines », y compris en utilisant des valeurs qui leur étaient étrangères précédemment comme la laïcité² permettant ainsi de capitaliser électoralement.

2. C'est ce que démontrent Martine Barthélémy et Guy Michelat en analysant les dimensions de la laïcité dans l'opinion. Aujourd'hui la laïcité est devenue une valeur consensuelle à gauche et à droite, à ceci près qu'elle ne s'inscrit pas dans les mêmes univers. Dans l'électorat de gauche, moins les individus sont religieux et moins ils sont anti-immigrés, plus ils soutiennent la laïcité. En revanche à droite la laïcité est très soutenue par les catholiques pratiquants et les anti-immigrés. Ainsi elle devient un paravent acceptable du rejet d'une religion, l'islam, et de l'altérité.

Reste que cette stratégie est une stratégie payante à court terme. En effet, le renouvellement générationnel pèse considérablement les cohortes des nouveaux citoyens nés dans les années 70, 80 et maintenant 90 se démarquant considérablement par leur niveau de tolérance des cohortes nées par exemple avant la 2ème guerre mondiale. ces écarts de tolérance n'ont que peu à voir avec l'âge des individus, mais bien avec leur moment de naissance. Sinon on devrait voir la tolérance d'une cohorte baisser à mesure que celle-ci vieillit, ce qui est diamétralement l'inverse de ce que l'on constate dans les données. En France, la cohorte née dans les années 1960 rassemble tous les électeurs qui avaient entre 18 et 27 ans en 1988. Ils se démarquent déjà à l'époque par une tolérance aux immigrés plus importante : ils sont 40,5% à considérer qu'ils ne sont pas trop nombreux dans le pays. Ils sont 57% en mai 2007, alors qu'ils sont désormais âgés de 37 à 47 ans. Au final, malgré leur vieillissement, l'ouverture aux immigrés a progressé de 16 points environ.

les moments de crispation de l'opinion. Le minimum de tolérance de 1991 n'est jamais atteint à nouveau, y compris en 2005 après la crise des banlieues. Ensuite, cette progression n'est certes pas un long fleuve tranquille et s'accompagne de hausse et de baisse brutales. Il n'empêche que depuis l'élection de 2002, les Français tendent à réagir aux politiques sécuritaires et migratoires menées par la droite en s'en démarquant de plus en plus. C'est particulièrement le cas après l'élection de Nicolas Sarkozy où l'indice progresse de 2 points entre 2006 et 2007 et de 4 points entre 2007 et 2008. Contrairement à ce que l'on postule souvent, l'opinion est en phase de décrochage face à la politique menée par le pouvoir en place. ■

Outre l'effet du renouvellement générationnel (aujourd'hui plus d'un tiers des électeurs est né après 1971), on constate également que la tolérance atteint en 2008 un maximum historique.



Cet indice qui rassemble l'ensemble des questions d'opinion relatives à xénophobie et présentes dans le baromètre racisme de la CNCDH (soit 53 séries de questions) est éclairant à au moins deux titres. D'abord on constate bien une montée globale des attitudes tolérantes avec le temps, y compris dans

II. A mi-mandat, le rapport des Français à Nicolas Sarkozy et au Parti socialiste

Les deux ans écoulés depuis la victoire de la droite, emmenée par Nicolas Sarkozy lors des élections présidentielles de 2007 et confirmée lors des élections législatives, ont été le cadre d'une montée de l'angoisse pour la gauche. Nous avons souvent entendu des jugements hâtifs et définitifs sur l'évolution des attitudes et comportements politiques des électeurs français. Le plus souvent, ces prises de positions n'étaient pas étayées par des preuves empiriques convaincantes. Il est donc plus que jamais nécessaire de dresser un diagnostic complet et lucide sur les évolutions de l'électorat français depuis 2007, pour pouvoir préparer efficacement les échéances futures sur des bases solides. Nous disposons pour le moment essentiellement de données d'enquêtes réalisées en 2007, mais l'absence de nouvelles études depuis rend relativement difficile une étude complète de la variation de l'électorat. Davantage qu'un film cohérent, nous disposons surtout de quelques photos instantanées. Nous utiliserons tout de même les données de sondages « les moins mauvaises » en nous basant sur les enquêtes « jour du vote » des municipales de 2008 et des européennes de 2009.

1. Une analyse de la séquence présidentielle - législatives de 2007

L'étude des résultats de l'élection présidentielle de 2007³ montre que les électeurs n'ont pas changé d'avis entre les deux tours de l'élection présidentielle. Autrement dit, dans un contexte de forte participation, les blocs de la gauche et de la droite apparaissent bien constitués et nettement distinguables pour les électeurs. Seul 4 % des électeurs ont changé de vote entre ces deux blocs entre les deux tours de l'élection présidentielle. En revanche, au sein de la gauche et au sein de la droite, la mobilité de l'électorat est beaucoup plus importante. Elle peut être de trois types.

Tout d'abord une mobilité électorale « contrainte » ou structurelle qui provient de l'élimination du candidat préféré et qui amène à se reporter sur le candidat considéré comme le plus proche au second tour. Ensuite une mobilité électorale de l'abstention vers le vote, qui considère que seul le second tour compte réellement, ce qui indique donc qu'il reste des électeurs de gauche et même socialistes à

3. Nous nous basons pour cette partie sur les résultats de l'enquête du « Panel électoral français » mis en place par Sciences Po et portant sur les élections présidentielles et législatives de 2007. Nous nous appuyons plus particulièrement sur les articles d'Anne Muxel, Bruno Cautrès et Vincent Tiberj « *Loyautés, mobilités, abstentions* » et « *L'espace des possibles électoraux* ». in *Comment les électeurs font-ils leur choix ?*, Bruno Cautrès, Anne Muxel (dir), Presses de Sciences Po, 2009.

mobiliser entre les deux tours d'une élection. Enfin, une mobilité vers l'abstention qui découle notamment de la déception de l'élimination du candidat que l'on avait choisi au premier tour.

On voit donc que l'on peut avoir en même temps une stabilité des opinions ainsi que des attitudes politiques, et une variation, potentiellement importante, du comportement électoral (de l'abstention comme de l'orientation du vote.)

Les résultats du panel électoral réalisé par Sciences Po en 2007 permettent de mesurer cette mobilité électorale. 26 % des électeurs ont voté Ségolène Royal de façon constante, 21 % Nicolas Sarkozy, 10 % pour un autre candidat de gauche puis pour Ségolène Royal, 5 % pour un autre candidat de droite puis pour Nicolas Sarkozy. 10 % des électeurs ont voté François Bayrou puis se reportent pour Ségolène Royal, 9 % se reportent vers Nicolas Sarkozy et 3 % s'abstiennent. Au total, 8 % des personnes interrogées s'abstiennent à un seul des deux tours, alors qu'ils sont deux fois moins (4 %) à s'abstenir constamment.

Lors des élections législatives de 2007, on a observé une mobilité inverse marquée par les phénomènes suivant :

- Parmi les électeurs ayant choisi Ségolène Royal à la présidentielle, 59 % ont voté pour le PS, 14 % pour un autre candidat de gauche, 2 % pour le modém et 21 % se sont abstenus.
- Parmi les électeurs ayant choisi Nicolas Sarkozy à la présidentielle, 73 % ont voté pour l'UMP, 6 % pour la gauche dont 4 % pour la gauche non socialiste, 2 % pour le MODEM et 15 % se sont abstenus.
- Parmi les électeurs ayant choisi François Bayrou à la présidentielle, 24 % ont voté Modem, 23 % UMP, 17 % PS, 7% pour la gauche non socialiste et 27 % se sont abstenus.
- Les électeurs du Front National se sont massivement abstenus (31 %), les autres se répartissent entre l'UMP (25 %) et les autres listes de

droite (CPNT, MPF : 27 %). 13 % des électeurs du FN votent pour la gauche dont 8 % pour le PS.

- Pour les électeurs d'Olivier Besancenot, l'abstention est également très forte à 34 %, même si 20 % votent pour le PS lors des législatives.

On perçoit déjà dans cette période de 2007 les prémices d'une défiance à l'égard du PS pour une partie de la gauche, qui revient vers d'autres candidatures aux législatives, et d'une mobilité assez importante de l'électorat entre les différents candidats de la gauche. A cela s'ajoutent les effets de l'abstention le plus souvent intermittente qui touche fortement la gauche radicale et significativement la gauche socialiste. De plus on constate dès 2007 que la participation électorale des jeunes est celle qui s'effrite le plus lors des élections législatives, alors que celle des électeurs de plus de 50 ans se maintient mieux. L'âge est le premier facteur de l'évolution de la participation au cours de ces quatre tours de scrutin. Chez les personnes qui « décrochent » après avoir voté à gauche aux présidentielles, les employés et les ouvriers sont particulièrement nombreux. **Il y a donc une double démobilisation de l'électorat le plus jeune et le plus populaire à gauche dès les élections législatives de 2007.** Ce mouvement de hausse de la mobilité électorale apparaît également lors des élections législatives de 2007⁴ :

Tableau 7 : Les trajectoires électorales de la présidentielle au premier tour des législatives (3 tours de scrutin)

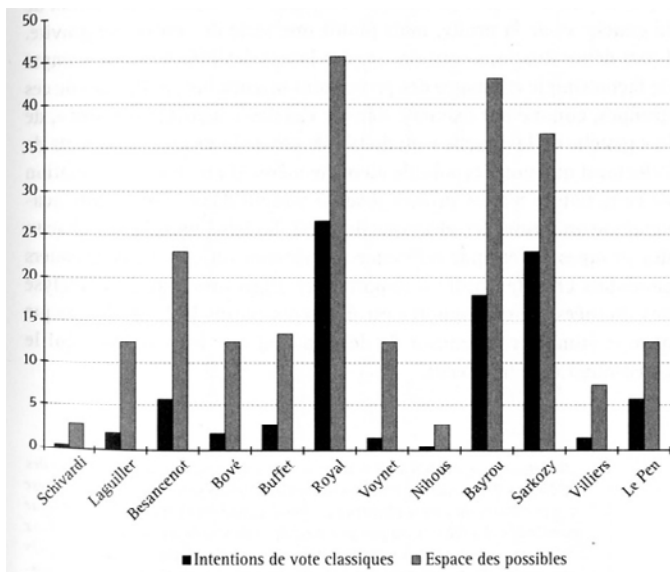
	Effectifs	Pourcentages
Constants Royal-PS	301	16
Constants Sarkozy-UMP	287	15
Mobiles intra-gauche	200	11
Mobiles intra-droite	80	4
Gauche vers Abstention	174	9
Droite vers Abstention	126	7
Mobiles gauche/droite	177	10
MoDem - Gauche	86	5
MoDem - Droite	88	5
MoDem	110	6
Autres mobiles	11	1
Abstentionnistes constants	63	3
Abstentionnistes intermittents	143	8
Total	1846	100

Source : Panel électoral français, 2007.

4. Tableau issu de « Loyauté, mobilité, abstention », Muxel Anne p 51 in « Comment les électeurs font ils leur choix » Cautrès Bruno, Muxel Anne (dir), Presses de Sciences Po, 2009.

Ces résultats montrent qu'il est crucial de changer notre rapport à l'analyse des élections. Il ne s'agit plus de se focaliser sur le seul « premier choix » des électeurs, mais de prendre en compte leur « espace des possibles », c'est à dire l'ensemble des candidats pour lesquels ils déclarent pouvoir voter. Les opinions politiques ne se forment pas seulement par adhésion directe, mais aussi par un processus d'élimination des candidats que l'on souhaite rejeter. Les résultats de cette analyse effectuée en 2007 sont particulièrement importants car ils montrent ce que sont les forces et les faiblesses du Parti Socialiste et de la gauche.

Ségolène Royal est en effet la candidate qui possède le plus gros réservoir de voix possible au premier tour, autour de 45 %. François Bayrou arrive en second avec 43 % et Nicolas Sarkozy seulement troisième avec 36 % des voix. Cela montre bien que l'idée de la droitisation de l'électorat français est en réalité un trompe l'œil sur lequel nous reviendrons plus bas⁵.



Source : Panel électoral français, 2007 (données non pondérées).

5. Tableau issu de « l'espace des possibles électoraux », Cautrès Bruno, Tiberj Vincent, p 85 in « Comment les électeurs font ils leur choix » Cautrès Bruno, Muxel Anne (dir), Presses de Sciences Po, 2009.

Lorsque l'on examine le potentiel de voix des autres candidats de la gauche, on remarque qu'ils sont très nombreux à dépasser les 10 % (Laguiller, Bové, Voynet et Buffet) et ce malgré l'émiettement des candidatures. Olivier Besancenot dépasse lui les 20 %. **Ceci a pour double effet de renforcer la gauche (dont la variabilité des comportements électoraux met en évidence de très grandes capacités de rassemblement et de report des voix), et dans le même temps d'affaiblir le parti socialiste dans un contexte de multiplication des candidatures, dont chacune peut raisonnablement espérer faire un score élevé, voire très élevé.**

- Cet émiettement des voix peut être reconstitué à partir des différentes préférences électorales (et pas seulement à partir du seul vote, ou du seul premier choix). On distingue alors nettement trois groupes à gauche :
- Une « gauche de la gauche » qui rassemble environ 8 % des français, qui marquent sont attachement au PCF, NPA et à LO. Ces personnes indiquent cependant le plus souvent vouloir voter pour Ségolène Royal au premier tour de 2007.
- Les plus proches de Ségolène Royal lors de l'élection présidentielle de 2007, qui pèsent environ 18 %, et qui indiquent une forte proximité au PS ainsi qu'envers Besancenot (deuxième choix).
- Les « Ségo-Bayrouistes », qui déclarent Ségolène Royal en premier choix, de peu devant François Bayrou. Ils pèsent 12 %, se reconnaissent pour les 2/3 d'entre eux comme étant de gauche et pour environ la moitié comme proche du parti socialiste.

À droite, quatre groupes émergent : les fidèles de Nicolas Sarkozy (21% seulement), les partisans d'un « bayrouisme de droite » (24%), une « droite de la droite » (14%) et les chasseurs (3%).

La variation des comportements électoraux en 2007 provient d'une tendance des bayrouistes de

droite à un vote non conforme (en faveur de Ségolène Royal) et d'un mouvement de retrait de la part des électeurs les plus éloignés des grands partis lors des élections législatives suivantes.

Les effectifs donnés doivent être considérés avec précautions, d'une part parce qu'ils sont constitués à partir de préférences électorales conjoncturelles, d'autre part parce qu'ils gagneraient à être complétés par des études similaires plus récentes qui permettrait de discuter la réelle solidité du bloc électoral des fidèles de Nicolas Sarkozy. Ils permettent toutefois de bien mesurer que le noyau dur de cet électoral UMP est à la fois fortement mobilisé, très cohérent, et assez peu important numériquement.

La capacité de Nicolas Sarkozy à « rétrécir l'électorat Le Pen⁶ » a donc joué et continue de jouer un rôle décisif dans le poids global de l'UMP. On comprend par ailleurs aisément la menace que fait peser le modem pour la droite dans la mesure où un électoral a priori plus proche du bayrouisme de droite peut basculer conjoncturellement dans un vote en faveur de la gauche.

L'idée selon laquelle l'année 2007 constitue une droitisation durable de l'électorat français a donc été plusieurs fois invalidée par les travaux des chercheurs en sciences politiques⁷. En revanche la mise sur agenda de l'enjeu de l'immigration comme problème a largement profité à l'UMP, tant au sein de la droite, que face à la gauche. Cet avantage s'est avéré d'autant plus important que l'abstention des jeunes électeurs a été forte. Qu'en est-il depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée ?

6. Voir Nonna Mayer « *Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen* » in *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 57, 2007.

7. Voir notamment Etienne Schweitzguth « *Le trompe l'oeil de la droitisation* » in *Revue Française de Sciences Politiques* n° 57, 2007 et Vincent Tiberj « *La crispation hexagonale* », Presses de la Fondation Jean Jaurès, 2008, pour plus de renseignements.

2. Mutations et similarités dans la période 2007-2009

Nous ne disposons pas d'enquêtes approfondies (de type panel électoral) sur la période 2008-2009. En partant des résultats ponctuels et des enquêtes par sondages réalisées le jour du vote lors du second tour des municipales de 2008 et des européennes de 2009, nous allons tout de même tenter d'apporter quelques éléments de réponse. Compte tenu de ces limites méthodologiques, cette analyse ne peut être que limitée et demanderait à être étayée sur la base d'études plus poussées.

Les élections municipales de 2008 ont été une victoire large pour la gauche et notamment pour le parti socialiste. La force du PS dans les grandes villes françaises (et notamment dans les centres villes) étaient déjà visible en 2007. Le sondage le jour du second tour réalisé par l'institut CSA montre que les listes de gauches recueillent 49,5 % des voix contre 47,5 % pour les listes de droite. Les électeurs ayant voté pour une liste Modem au premier tour déclaraient avoir voté à 45 % pour la gauche et 40 % pour la droite au second tour, les autres s'abstenant.

La mise en relation de la proximité partisane et du vote aux élections municipales met en évidence la stabilité des blocs autour du parti socialiste et de l'UMP. Il semble alors difficile de diagnostiquer un émiettement de l'électorat de gauche. Mais il faut aussi noter que lors de ce scrutin, la participation politique a été faible (et nettement plus faibles qu'aux élections présidentielles), ce qui permet aussi d'envisager que l'abstention ait été plus importante que le vote non conforme.⁸

Mais cette victoire de Mars 2008 ne peut pas être attribuée au seul Parti Socialiste, elle témoigne également de la réussite fréquente, à l'échelle locale,

8. Le fait de ne pas voter pour le candidat du parti dont on déclare se sentir le plus proche.

de la composition de listes communes de la gauche allant de Lutte Ouvrière jusqu'au Modem⁹.

	Exprimés	Une liste de gauche	Une liste de droite	Une autre liste
ENSEMBLE	100	49.5	47.5	3
Proximité politique				
- Extrême Gauche	100	65	30	5
- Gauche	100	84	14	2
Dont : P.C (*)	100	85	15	0
Dont : P.S.	100	90	9	1
Dont : Les Verts	100	53	39	8
- Mouvement Démocrate	100	47	43	10
- Droite	100	12	86	2
Dont : U.M.P	100	11	86	3
Dont : R.P.F./M.P.F (*)	100	22	78	0
- Front National/M.N.R (*)	100	18	82	0
- Sans préférence partisane/ne se prononcent pas	100	41	56	3
Vote à l'élection présidentielle de 2007				
- Olivier Besancenot (*)	100	72	22	6
- Ségolène Royal	100	83	14	3
- François Bayrou	100	49	46	5
- Nicolas Sarkozy	100	17	81	2
- Abstention, blancs, nuls	100	40	58	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

En effet, derrière l'apparence d'une unité retrouvée de la gauche, scellée par une victoire dans les urnes, on trouve aussi le désir d'un travail commun du Parti Socialiste avec d'autres formations.

A la question « Pour chacune des formations suivantes, souhaitez vous que le PS s'en rapproche ? », les enquêtés répondent de la façon suivante¹⁰ :

	Ensemble des inscrits France entière	Sympathisants de Gauche	Sympathisants MoDem	Sympathisants de Droite
%	%	%	%	%
- Les Verts	100	<u>60</u>	63	41
- Le Modem, de François Bayrou ...	100	47	<u>86</u>	34
- La LCR, d'Olivier Besancenot	100	40	<u>54</u>	38
- Le Parti Communiste	100	38	<u>54</u>	36

9. Tableau issu du rapport d'enquête « jour du vote » second tour des municipales 2008, Institut CSA.

10. ibid

Les Verts sont de loin le premier parti avec lequel les français souhaitent voir le Parti Socialiste travailler, et ce quelle que soit leur préférence partisane. Le désir d'un rapprochement avec les Verts est plus particulièrement présent chez les sympathisants de gauche et chez ceux du Modem qui déclarent également souhaiter une plus grande proximité avec le PS. Pour l'électorat de gauche en revanche, l'alliance avec le Modem vient en dernière position. Le souhait d'un rapprochement des différentes formations de la gauche est donc majoritaire pour leur sympathisants, mais les Verts suscitent moins de rejet pour les électeurs du centre et de la droite.

Si les élections municipales ont mis en évidence les limites de la poussée électorale de l'UMP, elles n'ont en revanche pas stabilisé la fluidité électorale à gauche, ce qui est maintenant confirmé par les élections européennes de juin 2009. Elles confirment assez largement les premiers enseignements que nous pouvions tirer de l'analyse des scrutins depuis 2007, même si elles amplifient certaines tendances.

Tout d'abord le vote en faveur de l'UMP reste stable aux alentours de 30 %, et confirme l'hypothèse d'un noyau dur de soutien en faveur de Nicolas Sarkozy, dont la taille ne progresse pas sensiblement au cours du temps mais ne se réduit pas véritablement non plus comme on a pu le mettre en avant au début de l'année 2008, certains osant même se demander s'il pourrait finir son mandat dans un tel contexte de défiance qui tranchait avec la période précédente d'adhésion suivant l'élection présidentielle.

Ensuite la relative force de la gauche est plutôt confirmée, même si une partie importante de son électorat (les jeunes et les couches populaires) s'est peu mobilisée lors des élections européennes. Elle apparaît fragmentée entre le PS, les Verts, le Front de gauche et le NPA. **Si la fragmentation de la gauche au niveau des préférences partisanes n'est pas vraiment une nouveauté, la façon dont cette fragmentation s'est reproduite dans les urnes est au contraire plus inquiétante pour le parti socialiste.** La mobilité électorale qui a permis au PS de remporter les votes des sympathisants des autres

forces de gauche lors des élections présidentielles se retourne ici et profite nettement aux Verts (et bien davantage qu'à la « gauche de la gauche »). Cette mobilité est d'autant plus importante qu'elle menace le statut de premier parti de la gauche du PS, sans pour autant qu'il n'apparaisse de réel point de rupture qui pourrait laisser penser que ce mouvement soit inéluctablement néfaste au Parti Socialiste. On peut émettre plusieurs hypothèses pour expliquer ce résultat :

- Le développement d'un vote centré sur les candidats dans un contexte où les Verts ont présenté des candidats « marqués » à gauche comme Daniel Cohn-Bendit ou José Bové.
- L'impopularité du parti socialiste en tant qu'organisation politique après le congrès de Reims particulièrement disputé. Les français, ainsi que les sympathisants considèrent en effet que les responsabilités sont partagées dans les difficultés actuelles du PS.
- La démobilisation de l'électorat qui avait apporté au parti socialiste sa bonne performance des élections municipales de 2008 (employés et ouvriers notamment qui se déclarent pour plus des 2/3 d'entre eux peu ou pas du tout intéressés par les élections européennes).
- La fragmentation de l'offre politique à gauche (alors que les élections municipales avaient été marquées par la création de listes unifiées allant de LO au Modem).
- Le manque de débat sur la crise économique (50 % des enquêtés déplorent que l'on en ait trop peu parlé, notamment les employés et les ouvriers).
- L'usage de l'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne comme élément entretenant les tensions autour de l'immigration et ressoudant l'électorat UMP en maintenant sous pression le Front National (qui avait tout de même obtenu près de 4 millions de voix lors de l'élection présidentielle). En effet, 33 % des enquêtés déclarent que cette question

a beaucoup compté pour eux (et c'est le cas de près d'un électeur de droite sur deux).

Dans ce contexte, l'abstention et la défiance politique restent des composantes extrêmement importantes de l'attitude politique des français. La crainte face à l'avenir et le manque de confiance dans la capacité de la droite ou de la gauche à gouverner le pays se combine avec l'attitude plus ancienne de rejet des partis politiques et touchent davantage la gauche socialiste. **Si les tendances à l'œuvre dans l'opinion laissent toutefois apparaître la précarité et les faiblesses politiques de long terme de l'équation stratégique de Nicolas Sarkozy, elles imposent au parti socialiste d'apporter certaines réponses :**

- Sur la question de l'immigration qui est toujours mise en avant depuis 2002 pour tenter de mobiliser l'électorat de la droite. Il est indispensable que le parti socialiste se dote d'un discours clair sur la situation des sans papiers, l'élargissement européen ou encore la situation des banlieues, qui lui permettent de tenir tête à la droite sur ces enjeux (c'est à dire au moins de les neutraliser pour pouvoir ensuite déplacer le débat politique sur d'autres thématiques). Il ne s'agit pas d'un détour mais d'un préalable.
- Sur la crise économique. En effet le plan de relance du parti socialiste a peu été entendu, il a surtout été assez fermement critiqué par les français lui reprochant à la fois et paradoxalement d'être trop coûteux, irréaliste et trop peu ambitieux.¹¹
- Sur une stratégie de mobilisation d'un électeurat qui lui est favorable mais se détourne trop souvent des scrutins de second ordre comme les élections législatives ou européennes. Ceci est particulièrement visible dans les banlieues où l'abstention extrême des élections municipales¹² et européennes contraste avec la très forte mobilisation retrouvée lors des présidentielles de 2007.
- Sur ses rapports avec les autres formations de la gauche et du centre, qui tiraillent aussi les électeurs.
- Le manque de débouché politique pour les mouvements sociaux du 29 janvier, 19 mars et 1er mai ainsi qu'au mouvement dans les universités et à l'hôpital.

11. Sondage Opinionway du 22 janvier 2009. 70 % des ouvriers et employés déclarent ne pas avoir entendu parler de ce plan. Les propositions qui sont les plus appréciés sont la baisse de la tva et la relance de la consommation. Il est en revanche critiqué car jugé trop coûteux et ne comportant pas de nouvelles idées.

12. Voir notamment Christine Fauvelle-Aymar, Abel François, Patricia Vornetti « *Les comportements électoraux dans les ZUS françaises aux élections municipales de 2008.* » note pour la Délégation Interministérielle à la Ville.

La demande de fermeté de l'engagement à gauche du Parti Socialiste est manifeste, y compris chez les électeurs qui indiquent d'autres préférences partisans¹³ :

En ce qui concerne l'orientation adoptée par le Parti socialiste aujourd'hui, est-elle selon vous :

	Ont voté									
	Ensemble des Français	NPA	Front de Gauche	Parti socialiste	Europe Ecologie	MoDem	Alliance Ecologiste Indépendante*	UMP - Nouveau Centre	Libertas*	Front National*
Trop à gauche	12	4	1	5	6	14	15	22	23	28
Pas assez à gauche	37	73	86	52	58	28	39	19	28	17
A gauche, juste comme il faut	27	19	6	39	28	42	40	31	27	34
Sans opinion	24	4	7	4	8	16	6	28	22	21
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : sondage TNS Sofres / Logica pour France Télévisions / Radio France / Le Monde / Le Point

Le parti socialiste fait alors face à une triple demande de radicalité, de réalisme et d'ouverture de la part de l'électorat de la gauche qui n'hésite pas, lorsque ses espoirs sont déçus, à se détourner de la première force politique de son camp. Depuis le congrès de Reims, c'est la sensation de stagnation de la situation du PS qui est avancée la première (pour 74 % des enquêtés¹⁴), alors que l'amélioration reste limitée (19 %). Derrière les fluctuations électorales, c'est la recherche d'une alternative politique efficace face à la droite qu'il reste à développer. Cette préoccupation se fait d'autant plus pressante que la crise économique et ses conséquences ravivent les inquiétudes face à l'avenir pour les Français et surtout pour les électeurs de gauche.

Cette attente envers la gauche et plus spécifiquement envers le PS est d'autant plus manifeste que la défiance à l'égard de Nicolas Sarkozy est

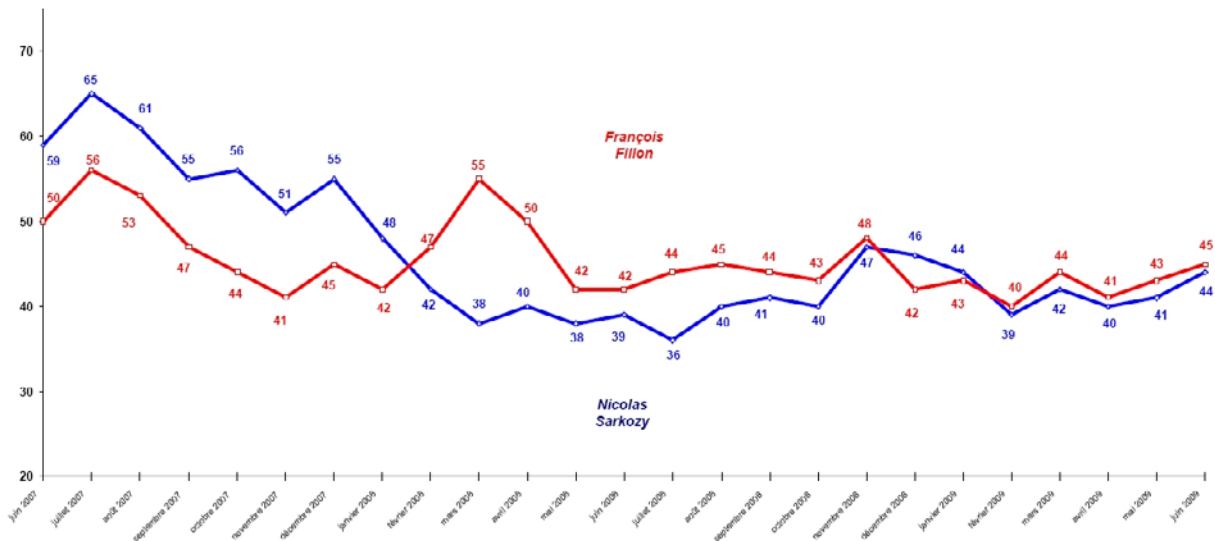
bien réelle, au moins depuis la fin de l'année 2007, alors que le « bénéfice du doute » ne pouvait plus être accordé au chef de l'État. Cette opposition à Nicolas Sarkozy apparaît nettement dans l'ensemble des enquêtes depuis cette période, même si elle ne trouve pas toujours une traduction politique dans les urnes¹⁵.

13. Sondage TNS Sofres jour du vote lors des élections européennes de 2009.

14. Sondage Ipsos sur le rapport des français au parti socialiste en Mars 2009.

15. Institut de sondage CSA, Baromètre de confiance de l'exécutif, Juin 2009.

EVOLUTION DE LA CONFIANCE A L'EGARD DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE NICOLAS SARKOZY ET DE SON PREMIER MINISTRE FRANÇOIS FILLON
% de réponses « Confiance »



En effet, depuis le mois de décembre 2007, la confiance envers Nicolas Sarkozy a toujours été inférieure à 50 %. Si elle a connu un plus bas historique au cours de l'été 2008, elle est en revanche remontée à la faveur de la crise. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons. D'une part, la mise en œuvre d'une stratégie de triangulation s'appuyant sur une volonté de sauver les banques mais aussi un discours de défense de l'industrie, notamment automobile, associée à une justification de la faiblesse de la politique en faveur du pouvoir d'achat par l'idée que « les caisses sont vides ». Cette triangulation a d'ailleurs été à nouveau mise en avant dans le discours du Congrès de Versailles, dans lequel la rigueur est exclue et condamnée comme une politique strictement comptable, tout en justifiant ainsi le refus de toute augmentation des impôts. La légère remontée observée depuis le début de l'année 2009 peut également s'expliquer par un « retour au bercail » des électeurs de droite qui s'étaient alors davantage portés vers François Bayrou. On peut enfin remarquer que la présidence française de l'Union Européenne, contrairement à ce qui a souvent été annoncé, n'a pas constitué un « moment de grâce » pour le chef de l'État.

Le potentiel d'un retour en force de la gauche, et notamment du Parti Socialiste est donc tout à fait envisageable. Toutefois il ne relève pas d'une logique mécanique, et une fois de plus, **la seule attitude de défiance envers le président de la République ne suffit pas pour développer et renforcer la confiance envers la gauche**. Les effets de retrait (parfois constant mais le plus souvent intermittents) de la participation politique doivent être au cœur de la réflexion et de la stratégie du Parti Socialiste. Il s'agit donc à la fois de mobiliser et de convaincre d'aller voter les personnes qui se retrouvent dans les positions du parti socialiste, mais également tenir compte des désirs contradictoires des différentes tendances de la gauche pour les regrouper autour d'une alternative commune que les électeurs souhaitent voir émerger face à l'UMP. On l'aura compris, le paradoxe réside dans l'existence d'un très important potentiel idéologique pour la gauche aujourd'hui, qui n'a malheureusement pas trouvé de débouché. ■

III. L'aspiration à un nouveau modèle de société

Les Français connaissent donc une véritable crise de confiance envers leur modèle de société. Cette confiance est sans doute considérablement érodée par la crise actuelle. Plus fondamentalement, elle semble minée par la conscience dans l'opinion de transformations profondes au cours des dernières années du modèle de solidarité nationale porté par l'Etat-providence, transformations qui n'auraient cependant été ni débattues ni explicitées par les pouvoirs publics¹⁶. Les atouts du modèle français (taux de fécondité le plus élevé d'Europe, système de santé performant, inégalités de revenu réduites par rapport aux autres pays occidentaux¹⁷) semblent remis en cause par des évolutions telles que l'ouverture à la concurrence des services publics, la libéralisation financière, la flexibilité accrue du marché du travail, le transfert des compétences à l'union européenne... De fait, la crise semble s'être soldée par un pessimisme, plus élevé chez les Français que chez les autres Européens¹⁸. Elle a sans conteste augmenté les incertitudes, modifié les préoccupations et les attentes en matière d'action publique.

Pour autant, il n'y a pas de consensus national « immanent » sur un modèle alternatif au système existant ; c'est bien des gouvernants ou d'une opposition crédible que les Français attendent ce

16. Hypothèse retenue dans la note du CAS, « France 2025, Diagnostic stratégique », Groupe 7 Vivre ensemble.

17. Variation des inégalités de revenu 1985-2005 (indice de Gini), source Eurostat.

18. 68% des Français pensaient en mai 2008 que la concurrence avec les grands pays émergents condamnait la société française à une baisse de son niveau de vie, contre 57% des interrogés dans l'UE (Opinion des Européens sur les effets de la concurrence des pays du groupe BRIC sur le niveau de vie à moyen/long terme), Eurobaromètre mai 2008.

type de propositions. En revanche, si ce modèle n'est pas envisagé dans le détail, il semble que certaines caractéristiques, ne puissent, selon eux, faire défaut à la société française de demain.

On verra dans un premier temps qu'elle repose d'abord sur une nouvelle articulation entre valeurs individualistes et collectives, avant de voir dans un second temps comment cette évolution des valeurs se traduit au niveau des attentes en matière de politique publique.

1. Une nouvelle articulation entre valeurs individualistes et collectives

L'impact précis de la crise sur l'évolution des valeurs est difficile à évaluer. Le bouleversement de la prévisibilité des trajectoires individuelles et des carrières, l'instabilité croissante des liens familiaux et sociaux ont conduit à modifier les représentations que les individus se font de leur rapport à la société.

Tout au plus peut-on mesurer l'intensité de la perception de la crise comme moment marquant la fin d'un cycle qui ne serait pas qu'économique pour les Français. Or une étude réalisée en janvier 2009 a montré qu'une grande majorité des Français (74% des répondants) considérerait que la crise « remet aussi en cause nos valeurs et nos façons de vivre »

(contre 25% qui seraient d'avis qu'elle ne concerne que la sphère économique et financière).

L'évolution actuelle est le résultat de tendances de fond, plus ou moins accentuées par la conjoncture critique actuelle.

1.1 L'autonomie individuelle au fondement du sens collectif

La transformation de ces représentations se manifeste d'abord par une individualisation de la perception des succès et des échecs : alors que les générations précédentes avaient le sentiment de subir un destin collectif, il semble que les inégalités sociales soient désormais de plus en plus perçues comme des échecs personnels. Cette intériorisation des facteurs d'échec ou de réussite se caractérise, pour son versant négatif, par l'émergence de nouveaux risques psychosociaux (stress, dépressions...), mais aussi, pour son versant positif, par la formulation d'un double idéal de réalisation de soi et d'initiative individuelle (l'épanouissement au travail étant, plus que dans les autres pays européens, considéré comme un facteur déterminant pour l'épanouissement individuel). Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans la garantie que devrait avoir chacun de pouvoir accéder à cette autonomie ; inversement, cette dernière est perçue comme le fondement idéal de la vie collective.

Ce nouvel individualisme fait ainsi une large place à l'expression de valeurs éthiques de solidarité. Les enquêtes quantitatives montrent un net décalage entre le diagnostic porté par les Français sur les valeurs, qui d'après eux, « ont pris de l'importance dans notre société au cours des dernières années » et celles qu'il faudrait, d'après eux, « privilégier dans les années à venir » ; dans le premier cas, les trois valeurs qui arrivent en tête sont d'après eux la consommation, l'individualisme, la recherche de la performance, et dans le deuxième cas le respect d'autrui, la solidarité, le sens de la famille¹⁹.

19. La liste des valeurs proposées était identique pour les deux questions : la consommation, l'individualisme, la recherche de la performance, le mérite, la responsabilité individuelle, le sens de

Les enquêtes qualitatives permettent de mieux rendre compte de la complexité de ce rapport à l'individualisme, et font apparaître un double mouvement : si la valorisation des réussites sociales individuelles reste importante, le rejet d'un monde social qui serait exclusivement fondé sur l'utilitarisme au sens strict du terme, l'appât du gain, le règne de l'argent, est de plus en plus présent. Ce constat est valable pour les groupes de sympathisants de gauche comme de droite. Ceux de gauche mettant l'accent sur le caractère impitoyable du monde social et professionnel, avec une mention particulière pour l'irresponsabilité et la toute-puissance des grandes entreprises, contre lesquelles l'Etat ne peut rien. Ceux de droite insistent davantage sur la manière dont les valeurs de respect, de solidarité ne sont plus transmises, au sein même des familles²⁰.

Cette demande de reconnaissance de la valeur individuelle de chacun se fait à tous les niveaux, dans la sphère privée comme dans la sphère publique. Dans la sphère privée, même les liens familiaux sont ainsi davantage pensés sur le mode de relations interpersonnelles fondées sur des sentiments et une estime réciproque qu'en fonction du prisme de l'institution (modèle de la cellule parents/enfants) à sauvegarder à tout prix. A la limite, si les recompositions familiales peuvent être critiquées, c'est sur le thème du « respect » des modes de vie et des habitudes des enfants. Cette demande de respect vaut aussi pour l'attitude face aux gouvernants et aux responsables politiques : les divisions internes du PS sont également interprétées comme une marque de mépris de la part de cadres politiques qui ont par ailleurs résolu leurs propres problèmes de subsistance et d'ascension sociale, face aux difficultés réelles des Français. Enfin, cette demande de respect vaut pour la sphère professionnelle ; la reconnaissance du « mérite », de l'apport de chacun à la bonne marche de l'entreprise ou de l'administration est requises de la part des responsables économiques et politiques (dont on attend une

la famille, la solidarité, le respect d'autrui, le respect de l'autorité (« Les nouvelles formes du capitalisme », janvier 2009, TNS Sofres).

20. Rapports d'analyse qualitative sur la perception de la crise, ViaVoice, avril 2009.

forme d'exemplarité). Chez les salariés par exemple, la satisfaction par rapport à la reconnaissance du travail fourni est, avec celle observable quant à la rémunération, l'item qui dénote la diminution la plus forte depuis deux ans (les autres indicateurs sur la satisfaction face au contenu du travail, l'ambiance au travail, etc. restant à peu près stables)²¹.

Le diagnostic spontané porté sur la crise actuelle tend ainsi à faire porter à la libéralisation financière, et plus largement à la recherche exacerbée de profits à court terme (de la part de certains individus, de chefs d'entreprise, des banques...) une large part de la responsabilité ; on aurait ainsi « trop donné à l'argent ». Ce dérèglement du monde et de la société, régi par la loi du plus fort renforce la demande de protections et de repères.

1.2. Face à des institutions délégitimées, le réinvestissement des solidarités de proximité

On a vu plus haut que les gouvernants et les pouvoirs publics ne répondent plus, pour les citoyens, à cette demande, même si le volontarisme politique reste très valorisé : on estime, par exemple chez Sarkozy, l'image du responsable politique qui fait son possible pour réaliser ses promesses électorales et faire face à la crise, même si on est sans illusion sur sa capacité réelle à y parvenir²².

Quant à la confiance dans les institutions religieuses, elle s'est également effritée, ce qui n'entraîne pas pour autant le déclin des valeurs religieuses²³.

Or, le déficit des institutions perçues comme lointaines et inefficaces semble être compensé par un fort investissement dans les structures de « proxi-

mité ». Si le militantisme politique reste stable, à un niveau très bas (entre 3 et 4% de la population active), le militantisme associatif continue à mobiliser 50 à 60% de la population. Mais c'est surtout la sphère des « proches », famille, amis, voisins qui offre les repères pertinents face à un ordre social dérégulé. La préservation de ce cadre est perçue à la fois comme un objectif prioritaire à l'échelle individuelle et pour les politiques publiques, mais aussi comme l'échelon pertinent pour « changer les choses » à l'échelle locale.

A l'échelle individuelle, la préservation de cette sphère des proches est un objectif d'autant plus prioritaire qu'il est au fondement de la construction identitaire. Le sentiment d'appartenance y semble beaucoup plus développé que celui suscité par une attache géographique ou l'environnement professionnel : la mobilité géographique et professionnelle est d'autant mieux acceptée qu'elle peut s'accompagner de celle des « proches ». La solidité des relations familiales, de voisinage (voir le succès des manifestations du type « fête des voisins ») est donc très valorisée. Lorsqu'on demande aux participants d'un groupe de discussion ce que serait pour eux un « monde idéal » (Via Voice), et en particulier dans quel cadre de vie ils aimeraient vivre, une réponse récurrente est celle d'un terrain commun sur lequel pourraient cohabiter, dans trois maisons distinctes, le couple de référence, leurs enfants, et leurs parents ! La famille idéalisée est donc regroupée, fondée sur de forts liens transgénérationnels, tout en permettant une autonomie relative de ces mêmes générations.

Les aspirations des Français de plus de 50 ans en matière de logement sont ainsi éclairantes²⁴ : comme le reste des Français, ils plébiscitent le statut de propriétaire (84% contre seulement 15% qui préfèrent rester locataires). Dans le même temps, ils semblent aussi assez ouverts à de nouvelles expériences d'habitat, qui leur permettraient de rester indépendants sans être isolés, si elles étaient aidées par les pouvoirs publics : 60% envisageraient volontiers de « partager un projet de rénovation de

21. Sondage BVA, « Les salariés face à la crise économique et financière », avril 2009.

22. Rapport d'analyse qualitative, « Perceptions et attentes face à la crise », mai 2009, IFOP.

23. Ces dernières gardent notamment un impact significatif sur les orientations électorales. Voir C. Dargent, « La religion, encore et toujours », dans B. Cautrès et N. Mayer, *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

24. « Les seniors et l'habitat », mars 2009, Ipsos.

village pour y vivre avec leurs proches », 46% de partager leur appartement avec des étudiants, 45% donnant la préférence à des « résidences réservées aux seniors ».

La déstabilisation des liens familiaux (séparations, divorces, foyers recomposés) fait a contrario l'objet d'une appréciation ambiguë : si l'aspiration à une véritable autonomie quant à la conduite de sa vie privée est largement répandue, les groupes de gauche comme de droite insistent cependant sur le caractère délétère, pour le tissu social comme pour les individus eux-mêmes, de cette instabilité. Les conséquences en termes « d'insécurisation » sociale et affective (des enfants) en particulier, les difficultés de l'éducation et de la transmission sont particulièrement soulignées.

1.3. L'individu, acteur privilégié de la transformation sociale

Les Français se distinguent en Europe par l'ampleur de leur rejet du personnel politique, et corollairement par leur conviction que les individus eux-mêmes peuvent faire à leur échelle aussi bien, sinon mieux, que leurs représentants. A la question « parmi la liste suivante²⁵, quels sont les trois acteurs à qui vous faites le plus confiance pour améliorer les choses dans notre société », les Français citent en premier lieu « eux-mêmes » (39%), ex-aequo les « scientifiques » (39%) et enfin les associations de citoyens (36%) : la France est ainsi le seul pays interrogé à ne pas classer ses gouvernants à l'une des trois premières places, et surtout à citer les citoyens eux-mêmes comme les plus dignes de confiance pour l'amélioration de la situation nationale.

Cette valorisation de l'action individuelle s'exprime particulièrement dans l'évolution des attitudes face

à la consommation ou encore face à la protection de l'environnement.

La crise a ainsi clairement entraîné des comportements récessifs ; près de la moitié des Français envisagent de réduire leurs dépenses courantes (vêtements, loisirs, vacances), 30% de reporter les dépenses plus importantes (achat de voitures, travaux...)²⁶. Dans le même temps, les consommateurs sont face à une offre où règne un « hyperchoix » (dans les études qualitatives, ils soulignent le « trop de tout »). Une des solutions alternatives adoptées par les consommateurs est alors de privilégier ce que les spécialistes du marketing appellent le « smart shopping », l'achat intelligent qui consiste à investir du temps et de l'énergie pour acheter le meilleur produit possible au meilleur prix possible, d'où le succès des sites comparateurs de prix, des sites de vente directe aux enchères (e-bay), etc. Une des conséquences de ce changement de comportement est la valorisation de circuits d'échange réhumanisés, et surtout de circuits courts, les individus commerçant entre eux avec le moins d'intermédiaires possibles²⁷. Ces nouveaux modes de consommation permettent enfin d'échanger des informations sur les marques et les produits, et ainsi de créer un espace de discours qui constitue une alternative au discours publicitaire des marques. Il est à noter que ces comportements, qui étaient auparavant l'apanage des plus aisés et des plus informés, se diffusent largement aujourd'hui dans le reste de la population, les autres catégories sociales semblant les adopter à la fois par nécessité et par choix.

La crise écologique est perçue comme étant aussi importante que la crise économique et financière. A gauche particulièrement, l'environnement est une valeur particulièrement consensuelle, d'ailleurs sans évolution notable depuis ces dernières années : en octobre dernier, 86% des sympathisants se déclaraient proches des idées écologistes (83%

25. Les options possibles sont : « aux gouvernants, aux scientifiques, aux enseignants, aux associations de citoyens, à vous-même, aux économistes, aux syndicats, aux intellectuels, aux autorités spirituelles, à personne » (« Les nouvelles formes du capitalisme », janvier 2009, TNS Sofres).

26. Sondage ViaVoice, « Les Français face à la crise », octobre 2008.

27. « Communication des marques, les conséquences de la crise », Ipsos, avril 2009.

en 2005)²⁸. En même temps, les Français ne classent l'environnement qu'en 8e position des chantiers prioritaires pour la gauche dans la perspective d'un retour au pouvoir (loin derrière l'emploi, la lutte contre la précarité, l'éducation, les salaires...).

Il semblerait que pour faire face à cette crise écologique, les Français privilégient la responsabilité individuelle : 68% d'entre eux disent trier et recycler leurs déchets systématiquement, 58% se disent attentifs à ne pas gaspiller l'eau du robinet, etc²⁹.

En matière d'action publique, la protection de l'environnement mobilise en fait d'autant plus (surtout en situation de crise) que lorsqu'elle est couplée avec d'autres priorités. La notion de développement durable trouve ainsi un écho particulièrement favorable parce que, outre sa médiatisation (prix Nobel d'Al Gore, Grenelle de l'environnement), elle permet d'associer à la protection de l'environnement *stricto sensu* la dimension de préservation d'un patrimoine pour les générations futures, et plus marginalement la préservation d'un équilibre économique et social.

Les mesures gouvernementales qui sont les plus appréciées sont ainsi celles qui permettent de concilier à la fois nécessité écologique et nécessité économique, tout en favorisant les initiatives individuelles : la baisse des taxes sur des produits « bios », l'aide publique aux circuits courts, la prime à la casse et le système du bonus-malus pour acheter un véhicule non polluant sont ainsi très bien accueillis par l'opinion³⁰.

2. Les attentes à l'égard de l'action publique

Cette nouvelle articulation entre valeurs individuelles et collectives entraîne une modification des attentes envers les pouvoirs publics. L'absence de confiance envers les partis politiques et les gouvernants n'empêche pas de fortes attentes, notamment envers le cadre étatique, dont on attend de plus en plus qu'il protège les Français des turbulences internationales ; ces attentes sont d'autant plus fortes que l'opinion a une très bonne image des services publics, qu'elle aimerait voir sauvegardés.

2.1. Pour un Etat protecteur dans un univers mondialisé

La crise a sans conteste changé le rapport des Français à la notion même de capitalisme, qui semble de plus en plus assimilé à une forme de libre-échange totalement dérégulé et spéculateur. Plus précisément, les Français se démarquent par rapport aux autres pays européens par leur volonté de « réformer le système capitaliste en profondeur » ; c'est le cas de 53% d'entre eux, contre 32% des Espagnols, 26% des Allemands, 19% des Britanniques, 10% des Suédois (les répondants des autres pays privilégiant la solution d'un capitalisme « réformé sur quelques points »)³¹. Ce souhait d'une réforme en profondeur témoigne surtout d'une dégradation considérable de l'image des grandes entreprises et des banques (même chez les sympathisants de droite), qui entraîne elle-même une stigmatisation plus générale du secteur privé. De manière corollaire, les entreprises publiques sont valorisées, et spontanément associées à la notion de service public (les deux notions sont d'ailleurs souvent confondues)³².

28. Sondage ViaVoice, « L'identité de la gauche », octobre 2008.

29. Sondage Ipsos, « Les Français et le développement durable », avril 2008.

30. Analyses qualitatives, Ipsos

31. « Les nouvelles formes du capitalisme », janvier 2009, TNS Sofres.

32. Rapport d'analyse qualitative, « Les Français et l'entreprise

Ce dernier point, ainsi que la bienveillance relative dont jouissent les PME comme le nouveau statut d'auto-entrepreneur, montrent surtout que les Français souhaitent un capitalisme moralisé, reconnaissant la valeur des individus et de leur travail.

Les Français ont pourtant une conscience aiguë du caractère désormais mondialisé des grands enjeux de l'époque, qu'il s'agisse de la crise économique ou de l'environnement, problèmes que l'Etat se trouve impuissant à résoudre seul³³. Mais dans le même temps, ils reconnaissent et valorisent la spécificité du modèle social national. La crise a ainsi eu pour effet de remettre au premier plan la nécessité de sauvegarder ce système, nécessité qui prend le pas sur le constat d'impuissance de l'échelon étatique.

L'espoir d'une sortie de crise est alors placé dans des solutions concertées au niveau européen ou mondial. Une conséquence notable de la crise a été l'inversion de l'image de l'euro, désormais perçu comme protecteur face au libéralisme financier, et non plus comme le facteur principal de la hausse des prix. De plus, face à la crise, le lancement de plans de relance coordonnées au niveau européen semble largement souhaité, même si les inégalités entre pays font soupçonner que les pays plus favorisés (comme la France) devront payer pour les autres. Quant à la dimension sociale de l'UE, elle semble d'abord envisagée à partir de l'exportation du modèle français, plutôt que dans la création d'un système inédit issu de la combinaison des différents systèmes sociaux des Etats membres. En témoignent la faveur accordée aux idées d'une sécurité sociale européenne, d'un salaire minimum européen pour éviter le dumping social, etc.³⁴

dans le contexte de crise », avril 2009, IFOP.

33. Face aux menaces perçues comme les plus importantes (à savoir la dégradation de l'environnement et la crise économique), les Etats-nations n'apparaissent plus comme le cadre de référence permettant d'apporter des réponses crédibles. Pour « apporter, dans les années qui viennent, des réponses aux grands enjeux planétaires », les Français estiment que l'institution la mieux placée est l'union européenne (34%), suivie par l'ONU (28%), le G8 (26%) et les grandes entreprises multinationales (21%). Les Etats de chaque pays sont cités seulement en 5e position (14%). Sondage ViaVoice pour *Libération*, 19 sept. 2008.

34. Rapport d'analyse qualitative, « Perceptions et attentes

Dans ce cadre, l'intervention étatique jouit donc d'un regain de faveur. Dans un sondage réalisé auprès de cinq grands pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Suède)³⁵, c'est en France qu'on trouve la plus grande proportion d'avis que l'Etat n'intervient pas assez (59%), immédiatement suivie par l'Allemagne (58%) puis par la Grande-Bretagne (42%).

2.2. Appréciations de l'action publique

De même les Français sont-ils très attachés à leurs services publics. Ils en ont une bonne image, et s'ils admettent que les difficultés actuelles rendent difficile son amélioration, ils souhaitent au moins que le système de protection sociale soit sauvegardé. Dans un sondage récent portant sur huit pays européens³⁶, la France figure ainsi parmi les trois pays où la satisfaction envers les services publics est la plus haute (53%), après les Pays-Bas (58%) et de manière plus surprenante la Grande-Bretagne (54%). Les services de la santé publique (65% de satisfaits), de l'éducation (64%), des impôts (62%) recueillent des taux de satisfaction particulièrement élevés, et largement supérieurs à la moyenne de ces huit pays, les services liés à l'emploi et à la justice suscitant le plus de réserves (31 et 36% seulement de satisfaits).

L'image de la fonction publique³⁷ est elle aussi largement positive : 70% des Français ont une bonne image de la fonction publique (85% dans la fonction publique, 59% chez les salariés du secteur privé). L'opinion selon laquelle il y aurait trop de fonctionnaires n'est pas majoritaire (39%), alors que 37% pensent qu'il y a « ce qu'il faut de fonctionnaires », et 20% qu'il n'y en a pas assez.

face à la crise », mai 2009, IFOP.

35. « Les nouvelles formes du capitalisme », janvier 2009, TNS Sofres.

36. Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pologne, Pays-Bas, République tchèque. Sondage BVA, « Image des services publics en Europe », avril 2009.

37. Sondage sur « les Français et la fonction publique », Ipsos, janvier 2008.

Les enquêtes qualitatives montrent que même chez les groupes de droite, majoritairement acquis à l'idée d'un nombre excessif de fonctionnaires, la critique se concentre sur les administrations centrales (image caricaturale des technocrates inutiles de Bercy...), mais s'amenuise dès lors que la question porte sur les services publics touchant à la vie quotidienne (enseignants, personnel hospitalier, police, pompiers, etc.).

En conséquence, la politique de réforme menée par N. Sarkozy (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, réorganisation de la fonction publique, augmentation des salaires) ne suscite qu'un grand scepticisme : 36% considèrent que cette réforme n'a aucune conséquence sur la qualité du service public, et 34% qu'elle contribue plutôt à détériorer la qualité du service public (27% seulement pensant qu'elle contribue plutôt à l'améliorer). Parmi l'ensemble des mesures proposées par le chef de l'Etat, c'est en fait la diversification des modes de recrutement afin d'assurer une meilleure représentativité de la population qui paraît prioritaire, la revalorisation du salaire étant classée en 2e position ; la proposition visant à ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux n'apparaissant prioritaire qu'à 10% de la population.

2.3. Attentes prioritaires en matière d'action publique

De manière corollaire, il y a de fortes attentes envers les politiques publiques, mais les politiques de solidarité en particulier sont plus que jamais évaluées à l'aune de leur utilité concrète pour soi et ses proches.

Le rejet de « l'assistanat » est patent, et est renforcé en période de crise : lorsque les revenus de tous baissent, le seuil de tolérance aux « profiteurs » du système diminue d'autant. 61% des Français jugent ainsi qu'« il y a beaucoup de gens qui abusent du système de protection sociale (qui bénéficient des aides mais ne cherchent pas à s'en sortir) », 28% seulement étant de l'avis contraire (« il n'y a pas beaucoup de gens qui abusent du système... »).

Cette proportion augmente de gauche à droite, mais elle est déjà majoritaire à gauche (54,5 pour le sous-total « gauche », 60,4% pour le Modem, 73,8% pour le sous-total droite). De manière plus inattendue, elle atteint aussi la majorité chez les inscrits à l'ANPE (54%)³⁸.

Si une protection sociale est attendue de l'Etat, son coût soulève également des inquiétudes : les études qualitatives montrent des électeurs soucieux, si la gauche revenait au pouvoir, de politiques de redistribution qui se solderaient par un accroissement des impôts et la diminution de revenus déjà mis à mal par la crise.

La crise a surtout bouleversé l'ordre des priorités pour les Français. Alors qu'en 2007 et jusqu'à la rentrée 2008, la préoccupation première était celle du pouvoir d'achat, elle a depuis été reléguée par celle du chômage (sans pour autant que la question du pouvoir d'achat soit considérée comme résolue !). Logiquement, les attentes prioritaires en matière d'action publique reflètent ces préoccupations, et se concentrent sur l'emploi et la lutte contre le chômage (domaine qui devrait être traité en priorité pour 65% des Français), l'éducation (43%), la santé publique (38%) et le logement (35%), l'environnement n'intervenant qu'en 5e position (29%)³⁹. Il est à noter que la demande en matière de sécurité publique n'est plus exprimée que de manière marginale ; elle s'est plutôt déplacée sur une critique du fonctionnement de la justice (l'amélioration des services de police n'est demandée que par 16% des répondants, alors que 29% réclament celle de la justice).

Au total et dans ce contexte critique, la demande en matière d'action publique semble davantage relever du maintien du système actuel que de son amélioration. C'est particulièrement évident pour la santé publique : en tête arrivent le fait de maintenir un bon niveau de remboursement (pour 53% des interviewés), puis d'améliorer l'accès aux soins (42%) et

38. Sondage « Questions sociales », mai 2009, Via Voice.

39. La question était : « Pour chacun des domaines suivants, quels sont ceux dont les pouvoirs publics devraient s'occuper en priorité d'après vous ? » Sondage BVA, « Image des services publics en Europe », avril 2009.

la qualité de ces soins (40%)⁴⁰.

L'interprétation générale de cette demande d'action publique est cependant complexe, et varie selon les secteurs (il n'y a d'ailleurs pas consensus des analyses qualitatives sur ce point).

D'une part parce que ces attentes varient considérablement selon l'âge des répondants ; pour les jeunes de 15 à 30 ans par exemple, le logement (49%) et l'autonomie financière (46%) sont les deux domaines d'action publique prioritaires pour améliorer leur situation.

Par ailleurs, cette demande doit être interprétée différemment selon les domaines concernés. Dans certains cas, c'est semble-t-il l'accès à des équipements publics qui est requis : on demande plus de lits dans les hôpitaux, de places dans les écoles ou les maisons de retraite.

En ce qui concerne les dispositifs de garde d'enfant, la demande est d'autant plus forte que la sphère privée est réinvestie en temps de crise, et que la France est au nombre des pays de l'UE (6e/27) où l'équilibre entre travail et vie de famille est jugé particulièrement difficile (c'est le cas pour 66% des Français)⁴¹. Le problème n'est d'ailleurs pas directement posé en termes financiers ou fiscaux (54% seulement, soit un des taux les plus bas d'Europe, pensent qu'il faudrait augmenter les avantages fiscaux pour les foyers avec enfants, contre 84% au Portugal ou 81% en Italie) qu'en termes d'aménagement des accès aux dispositifs pour la garde des enfants. Comme dans les autres pays européens, les Français jugent que cet accès à des dispositifs plus « flexibles » est une priorité politique (92%). Cette exigence de flexibilité est d'autant plus importante qu'une majorité relative des Français (43%) pense que le modèle le plus fiable et le plus réaliste pour combiner travail et garde des enfants est celui où l'un des parents travaille à temps plein et l'autre à temps partiel. La demande d'une plus grande flexibilité est aussi celle d'un choix plus étendu entre

40. Sondage ViaVoice, « Les perceptions des Français concernant les évolutions de l'assurance maladie », juin 2009.

41. « Family life and the needs of an ageing population », Eurobaromètre, sept. 2008.

les diverses solutions possibles (garde à domicile, crèche parentale, crèche municipale, etc.), qui permette aux parents d'adapter le mode de garde à leur situation professionnelle particulière.

Il semble que cette demande de flexibilité vaille aussi pour les personnes âgées ; 62% des Français regrettent ainsi que les services sociaux existant ne permettent pas aux personnes âgées vulnérables de rester chez elles ; 61% pensent que les familles prenant soin de personnes âgées chez elles ne reçoivent pas le soutien adéquat de la part de l'Etat⁴².

Enfin, dans d'autres domaines, et en particulier pour le logement ou la protection de l'environnement, on demande surtout à l'Etat de donner aux individus les moyens de leur autonomie.

Il nous semble qu'un effort particulier devrait être fait pour affiner cette représentation des attentes des Français en matière de dispositifs publics (augmentation du nombre de places dans les établissements publics ou aides favorisant l'accès aux services d'aide à la personne), si besoin est en recueillant de nouvelles données, qui font actuellement défaut à l'analyse.

L'explosion de la crise financière n'a fait qu'accélé-

42. Eurobaromètre n°269, avril 2009, p. 26-27.

rer la prise de conscience de l'impasse dans laquelle trente ans de mutations du capitalisme ont entraîné les sociétés occidentales. Pour autant, l'opinion attend de ses dirigeants ou de l'opposition des propositions précises et fortes visant à construire un nouveau modèle de développement. La société dans laquelle les Français souhaiteraient vivre repose en particulier sur trois piliers :

- la reconnaissance, à tous les niveaux (familial, professionnel, politique), de la valeur des individus
- la promotion d'une société régulée, où des valeurs de solidarité permettent d'encadrer les comportements excessifs liés au libéralisme économique
- un monde durable, respectueux des générations à venir

Au-delà de ces aspirations générales qui traversent l'opinion, nous voudrions conclure sur une fraction importante de cette dernière, cœur de cible de Nicolas Sarkozy et principal point de fragilité du PS : le « bas » des classes moyennes, la France des pavillons, ceux que les sociologues appellent désormais les « petits moyens », ceux qui tirent leur faible revenu de leur seul travail. C'est probablement la couche de la population qui entretient la relation la plus critique et la plus violente à l'encontre du PS. A ses yeux, le PS est le parti de l'assistanat. Parce que ce qu'ils considèrent comme de l'assistanat est coûteux, et parce que ces « petits moyens » ont le sentiment - légitime - de payer l'essentiel du coût de ces dispositifs, ils considèrent que le PS est en grande partie responsable de leur situation dégradée. Pour ces « petits moyens » qui se sentent impayés de leurs efforts, le PS est le parti qui a fait de la « pitié » son fonds de commerce, aux frais des classes moyennes.

La société qu'ils veulent est une société où la méritocratie est autre chose qu'un concept philosophique éculé, dans laquelle chacun est récompensé à la hauteur de ses efforts. Pour leur parler, et reconquérir cette large partie de l'opinion dont le soutien est indispensable à la victoire en 2012, le PS doit d'abord réinvestir le thème de la redistribution, en persuadant, propositions fiscales

à l'appui, de la possibilité d'une redistribution reposant non pas exclusivement sur les classes moyennes, mais essentiellement sur les ménages les plus aisés.

Ensuite, s'il veut regagner du crédit, le PS doit être perçu comme le parti qui leur permet de progresser à la hauteur de leurs efforts et de leurs mérites. Principal terrain d'action de ce point de vue, le monde du travail. Aux yeux de ces classes moyennes inférieures, l'entreprise est le lieu de tous les manquements au principe de méritocratie. Le sentiment est fort, étayé d'ailleurs par les statistiques, que les efforts n'y sont absolument pas reconnus, ce qui se traduit par l'absence de toute possibilité de mobilité ascendante en cours de carrière. Et c'est bien ce sentiment de stagnation qui nourrit la rancœur et la colère de ces « petits moyens » qui plus que jamais se vivent comme abandonnés par la politique. Leur critique de l'assistanat n'est pas une fatalité : s'ils ont le sentiment que la redistribution se fait des plus riches vers les plus pauvres et si leurs efforts dans la sphère professionnelle sont reconnus, nul doute que s'adoucirait leur discours à l'encontre des exclus. ■